

**Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) n° 12/11102025**

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur – auteur du marché :**

**MINISTERE DE LA JUSTICE**

Agence du Travail d'Intérêt .Général et d'.Insertion .Professionnelle des personnes placées sous-main de justice **(A.T.I.G.I.P)**

Service de l'Emploi Pénitentiaire **(S.E.P)**

Régie Industrielle des établissements Pénitentiaires **(RIEP)**

11, Rue Louisa Paulin  
19015 TULLE  
[www.sep.justice.gouv.fr](http://www.sep.justice.gouv.fr)

**Objet de la consultation :**

Fourniture et livraison de kit de chaussures de sécurité à assembler (montage/soudure semelle et tige), à livrer à l'atelier ATIGIP- RIEP cuir de Perpignan (64).

Le présent C.C.P. comporte 13 pages numérotées de 1 à 13.

## SOMMAIRE

Article premier - OBJET DU MARCHE .....	3
1.1 - Le présent marché porte sur les prestations suivantes .....	3
1.2 - Tranche et lots .....	3
1.3 - Type d'accord-cadre .....	3
Article 2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES .....	3
2.1 - Description générale du produit à fournir .....	3
2.2 - Variantes .....	4
2.3 - Échantillons .....	4
Article 3 – PIECES CONTRACTUELLES .....	5
Article 4 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION .....	5
4.1 - Durée du contrat .....	5
4.2 - Reconduction .....	5
Article 5 – MODALITES D'EXECUTION .....	5
5.1 - Forme des commandes .....	5
Article 6 – DELAIS ET CONDITION DE LIVRAISON .....	6
6.1 - Délais de livraison .....	6
6.2 - Conditionnement - Emballage .....	6
6.3 - Transport .....	6
6.4 - Horaire et lieu de livraison .....	6
Article 7 – PENALITES DE RETARD .....	7
Article 8 – RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS .....	7
Article 9 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS .....	7
9.1 - Vérifications .....	7
9.1.1 Vérification quantitative .....	8
9.2 - Décisions après vérifications .....	8
9.2.1. Admission .....	8
9.2.2. Admission avec réfaction .....	8
9.2.3. - Rejet .....	8
Article 10 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX .....	8
10.1 - Nature du prix .....	8
10.2 - Caractère du prix .....	9
Article 11 – AVANCE ET ACOMPTE .....	9
Article 12 – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE – PAIEMENT .....	9
12.1 - Facture .....	9
Article 13 – RESILIATION .....	10
13.1 - Résiliation .....	10
13.2 - Abandon de la procédure .....	10
Article 14 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES .....	10
14.1 - Renseignements complémentaires .....	10
14.2 - Modification du dossier de consultation .....	10
14.3 - Règlement amiable .....	11
14.4 - Différends .....	11
14.5 - Litige .....	12
Article 15 – CLAUSE DE REEXAMEN .....	12
15.1 - L'augmentation du montant maximum en cas de déploiement imprévu .....	12
15.2 - Commande spécifique .....	12
Article 16 – CONSIDERATIONS SOCIALES .....	12
Article 17 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	13

## **Article premier - OBJET DU MARCHE**

### **1.1 - Le présent marché porte sur les prestations suivantes**

Le présent accord-cadre est conclu pour le compte de l'atelier ATIGIP- RIEP cuir de Perpignan (64).

L'accord-cadre concerne la fourniture et livraison de kit de chaussures de sécurité à assembler (montage/soudure semelle et tige) suivants les spécifications techniques définies à l'article 2 ci-après.

Le marché prend effet à compter de la date de notification.

### **1.2 - Tranche et lots**

Aucun allotissement n'est prévu sur ce marché en vertu de l'article R2113-3 du code de la commande publique, prestation techniquement indivisible.

### **1.3 - Type d'accord-cadre**

Le présent accord cadre est exécuté par émission de bons de commande en application des dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'ATIGIP-RIEP.

Cet Accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de commande annuel de 150 000 €.

## **Article 2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

### **2.1 - Description générale du produit à fournir**

Les articles fournis sont destinés à la fabrication d'une chaussure de sécurité répondant à la certification obtenue par l'ATIGIP-RIEP conformément au document joint : ANNEXE 2 ; « certificate CTC »

Le kit de chaussure à souder est composée de :

- Semelle selon définition technique ANNEXE 1
- Tige selon définition technique, ANNEXE 1, avec, comme stipulé dans cette annexe, 3 identifications de couleur : bleu, rouge, noire.
- Première de propreté se selon définition technique, ANNEXE 1

Les éléments de fabrication sont élaborés pour la fabrication d'une chaussure de sécurité :

- Conforme aux règlements sur les équipements de protection Individuelle (UE) 2016/425
- Qui répond aux exigences de la norme EN 20345:2011
- Certifié par un organisme agréé au nom de l'ATIGIP RIEP
- Les éléments doivent pouvoir permettre une garantie de la chaussure de 12 mois.
- 

Les matériaux fournis, synthétiques et naturels sont conformes aux paragraphes de la norme EN ISO 20345:2011 en matière de performances et de qualité. Les éléments protègent les orteils de l'utilisateur contre les risques de blessures dus à la chute d'objets et à l'écrasement La protection contre les chocs est de 200 Joules. La protection contre la compression est de 15 000 Newtons.

Les éléments peuvent permettre une protection supplémentaire, identifiée sur le produit fini par le marquage comme suit :

Code	Marquage
------	----------

Résistance à la pénétration (1100 Newtons) Inserts non métalliques (pénétration de 0 mm)	P
Propriétés électriques :	
Antistatique (résistance de 100 kΩ à 1000 MΩ)	A
<b>Résistance aux environnements hostiles :</b>	
Isolation contre la chaleur	HI
Isolation contre le froid	CI
Absorption d'énergie au talon (20 Joules)	E
Résistance à l'eau	WR
Protection du métatarse	M
Protection cheville	AN
Résistance aux coupures	CR
<b>Tige</b>	
Pénétration et absorption de l'eau	WRU
<b>Semelle</b>	
Resistance à la chaleur	HRO
Résistance aux hydrocarbures	FO

Les semelles sont testées à la résistance au glissement selon la norme EN ISO 20345 :2011 le titulaire doit fournir les symboles de marquage correspondants.

Couleur semelle : noire,

Tailles disponibles : du 36 au 47

Les éléments doivent répondre et respecter les éléments de la description technique commerciale (ci-dessous) élaborée par l'ATIGIP-RIEP.

- Caractéristique technique
- Modèle : x
- Tige en cuir velours
- Embout en composite
- Doublure respirante Mesch
- Laçage : Passe lacet non métallique
- Semelle anti-perforation kevlar omm
- Semelle de marche en caoutchouc
- Embout 200 joules, talon ferme, antistatique, absorption énergie au talon, résistant à l'eau, résistance à la pénétration, semelle résistante aux huiles et hydrocarbure, semelle à crampons
- Normes Européennes EN ISO 20345 : 2021
- Conforme aux normes S1P + SRC

Pour toutes ces caractéristiques techniques normalisées, les candidats doivent mentionner les normes auxquelles répondent les éléments proposés.

## **2.2 - Variantes**

Les variantes ne sont pas admises.

## **2.3 - Échantillons**

Chaque candidat doit fournir dans un colis séparé de l'offre et identifié « kit Chaussures » quatre (4) modèles de kit accompagnés des fiches techniques correspondantes. Les échantillons sont en taille 41 et/ou 42 à préciser.

**Les offres remises sans échantillon ne seront pas admises et rejetées.**

**IMPORTANT : L'échantillon correspond à la fiche technique, ils sont indissociables et correspondent à l'engagement contractuel du candidat.**

La fourniture des échantillons est à la charge du candidat.

Les échantillons sont à adresser avant **le lundi 2 septembre à 12h00** (date de réception et non d'envoi) au :

**ATIGIP - RIEP**  
Service Achats / Marchés Publics  
11 rue Louisa Paulin  
19015 TULLE Cedex

### **Article 3 – PIECES CONTRACTUELLES**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe "Offre de prix" ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- Les avenants éventuels ;
- Les échantillons remis dans l'offre et leurs fiches techniques correspondantes ;
- Les bons de commande successifs émis au fur et à mesure des besoins ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire,

*Les conditions indiquées dans les documents du présent dossier de consultation se substituent aux conditions générales de vente.*

### **Article 4 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

#### **4.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification.

#### **4.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit 3 fois de façon tacite par période de reconduction de 1 an Soit une durée totale de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur peut se prononcer au plus tôt 3 mois avant la fin du marché sur la non reconduction de celui-ci. Si aucune décision n'a été prise au plus tard un mois avant la fin du marché, le pouvoir adjudicateur est considéré comme ayant accepté sa reconduction.

Quelle que soit la décision prise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire peut faire part à celui-ci, au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché, de sa volonté de se désengager du contrat ; le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

### **Article 5 – MODALITES D'EXECUTION**

#### **5.1 - Forme des commandes**

Les fournitures feront l'objet de bons de commande comportant :

- La référence au marché,
- La désignation de la fourniture,
- Le prix unitaire HT,
- La quantité à livrée,
- Le montant total HT et TTC,
- Le lieu de livraison,
- Le délai de livraison.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le Responsable du site ou toute personne du siège de TULLE ayant la délégation de signature.

Si le titulaire se trouvait dans l'incapacité de livrer les marchandises commandées dans les délais, l'ATIGIP-RIEP se réserve le droit de commander ces marchandises à un autre fournisseur et voire de résilier le marché dans les conditions des articles 45 et 41 du CCAG – FCS.

## **Article 6 – DELAIS ET CONDITION DE LIVRAISON**

### **6.1 - Délais de livraison**

Les délais de livraison sont mentionnés sur chaque bon de commande et sont conformes aux délais mentionnés par le candidat dans son offre : **annexe « AE offre de prix »**.

**Les délais mentionnés sont décomptés en jour calendaire.**

### **6.2 - Conditionnement - Emballage**

Les fournitures sont livrées franco de port et d'emballage. Les opérations de conditionnement et d'emballage sont à la charge du titulaire.

**Les kits sont livrés dans des cartons avec bande de garantie : contenu (tige, semelle pointure ...) indiqué sur l'extérieur du carton. Palettes filmées, bon de livraison ou étiquetage de référence visible sur palette, à réception.**

Le candidat s'engage à respecter les conditionnements demandés par l'atelier et à se rapprocher de ce dernier pour connaître ses conditions de conditionnement et d'emballage des produits commandés.

Le conditionnement des fournitures doit assurer la protection contre toute détérioration risquant d'intervenir au cours des opérations de manutention, de transport et de stockage.

Si les conditions de livraison indiquées ci-dessus ou précisées au moment de la commande n'étaient pas respectées et engendraient des frais supplémentaires de manutention, ces frais seraient refacturés au titulaire.

Dans un souci d'éco-responsabilité, le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour éviter les livraisons incomplètes afin de diminuer la quantité d'emballage et de réduire les coûts de transport.

### **6.3 - Transport**

Les fournitures sont livrées franco de port et d'emballage dans les locaux de l'atelier cuir ATIGIP-RIEP de Perpignan.

En cas de livraison partielle d'une commande, tout surcoût de transport pour la livraison du solde de la commande est à la charge du titulaire.

### **6.4 - Horaire et lieu de livraison**

La particularité des sites de l'ATIGIP-RIEP est leur situation dans l'enceinte d'Établissements Pénitentiaires. Pour ces raisons, les livraisons s'effectueront sous certaines conditions qui seront précisées au moment de la commande, l'accès aux établissements pénitentiaires étant en effet subordonné à autorisation.

Avant toute livraison, il est impératif que le titulaire prenne contact avec le signataire de la commande afin de se faire préciser les modalités d'horaires et d'accès à l'établissement. Le titulaire ne peut en aucun cas déroger aux conditions d'accès.

L'adresse de livraison est :

**Atelier ATIGIP - RIEP Cuir**  
**Centre Pénitentiaire de Perpignan**  
Chemin de Mailloles - BP 50945  
66945 PERPIGNAN

### **Article 7 – PENALITES DE RETARD**

En cas de dépassement du délai de livraison contractuel, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = VR / 500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Par ailleurs si le dépassement des délais contractuel de livraison entraînerait un préjudice pour l'ATIGIP (ex : frais de livraison partiel) celui-ci donnera lieu au versement d'une indemnité couvrant les frais du préjudice. Cette indemnité fera l'objet d'une facture émise par l'ATIGIP et sera calculé en supplément des pénalités ci-dessus. (Le cumul des pénalités et indemnités est plafonné à 25 % du montant du bon de commande)

### **Article 8 – RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS**

Le titulaire est soumis à une obligation de qualité et de résultat des produits relevant du présent marché. Les délais de livraison, sur lesquels le titulaire s'est engagé doivent être impérativement respectés.

Au cas où le titulaire rencontrerait des difficultés qui remettraient en question sa capacité à respecter ses obligations contractuelles, il s'oblige à informer sans délai le responsable du site et/ou le siège ATIGIP-RIEP de Tulle des difficultés rencontrées concernant le présent marché.

La mission confiée au titulaire revêt une importance toute particulière en raison de la nature des fournitures concernées. Son exécution ne saurait souffrir aucun retard ni défaillance, hormis la force majeure et les causes imputables à la personne publique.

En cas de défaillance à ces obligations, il sera fait application des dispositions de l'article 45 du CCAG de référence relative à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire ou à la résiliation du marché.

Par ailleurs, le titulaire s'engage impérativement à reprendre et à échanger toute marchandise défectueuse dans les meilleurs délais sans supplément de coût.

### **Article 9 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS**

#### **9.1 - Vérifications**

Les opérations de vérification prévues ci-dessous sont effectuées dans les conditions stipulées à l'article 27 du CCAG – FCS dans un délai maximum de 15 jours, par le responsable de l'atelier ou son représentant.

Les fournitures sont réceptionnées par comparaison avec la fiche technique et l'échantillon du titulaire remis avec son offre.

Les fournitures font l'objet de vérifications quantitatives et qualitatives.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérifications.

#### **9.1.1 Vérification quantitative**

Dans le cas où la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché, les pénalités de retard prévues à l'article 7 sont pleinement applicables pour les reliquats de commande.

#### **9.1.2 Vérification qualitative**

Ces vérifications porteront sur les points de contrôle des caractéristiques des produits. Ces vérifications se feront en comparaison avec les fiches techniques et les échantillons remis par le titulaire lors de sa proposition.

Les contrôles seront effectués par le responsable de la plateforme ou son représentant dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG - FCS.

Des contrôles par un laboratoire indépendant agréé peuvent être réalisés par l'ATIGIP RIEP. En cas de non-conformité des produits, les coûts des analyses seront à la charge du titulaire et refacturés à celui-ci.

En cas d'impossibilité de constater un défaut au moment de la livraison, l'ATIGIP RIEP se réserve la possibilité d'appliquer les conditions de réfaction sans limite dans le temps (cf article 9-2).

### **9.2 - Décisions après vérifications**

A l'issue des opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG – FCS.

#### **9.2.1. Admission**

Passé le délai prévu à l'article 9.1 ci-dessus, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise. L'admission est prononcée sous réserves de vices cachés.

#### **9.2.2. Admission avec réfaction**

Une réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées est applicable, dans le cas où les opérations de vérification mettraient en évidence que les fournitures livrées ne satisfont pas entièrement aux conditions définies par le présent marché, mais peuvent être utilisées en l'état.

Les décisions d'admission assorties d'une réfaction sont notifiées dans les conditions du CCAG-FCS. Elles sont prises sous réserves de vices cachés.

#### **9.2.3. - Rejet**

Toute livraison, pour lesquelles les opérations de vérification mettent en évidence des défauts ne permettant pas une utilisation dans des conditions normales, donnera lieu à une décision de rejet.

Chaque décision de rejet est confirmée expressément au titulaire par le Responsable de l'atelier ATIGIP-RIEP concerné ou son représentant. L'enlèvement des fournitures rejetées est entièrement à la charge du titulaire

### **Article 10 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

#### **10.1 - Nature du prix**

Le marché est conclu au prix : **unitaire HT**.

Le prix comprend la fourniture, le transport et l'emballage, tout droit et taxe inclus hormis la T.V.A.

**Les prix sont établis en Euro.**



## 10.2 - Caractère du prix

Les prix sont fermes pour une durée d'un an à compter de la date de notification du marché.

Au-delà, ils pourront être ajustés, en plus ou en moins, à la date de reconduction du marché.

La formule de révision a pour but de prendre en compte l'évolution des conditions économiques à la hausse comme à la baisse.

Le prix sera ajusté en fonction de l'évolution de l'indice **Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 15 – Cuir et articles en cuir Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763774**, selon la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times \frac{PS(n)}{PS(o)}$$

Dans laquelle :

P(n)	est le prix ajusté,
P(o)	est le prix initial du marché (réputé établi au mois de Janvier 2026)
PS(o)	valeurs des indices INSEE du mois de Janvier 2026).
PS(n)	valeurs moyennes des indices INSEE connues sur la période trimestrielle précédant la date d'ajustement.

En cas d'augmentation supérieur à 5%, l'ATIGIP-RIEP se réserve le droit d'engager des négociations avec le titulaire et de résilier le marché sans indemnité si aucun accord n'aboutissait entre les deux parties.

Si l'ATIGIP-RIEP constatait que le titulaire ne lui a pas fait bénéficier des baisses de tarif auxquelles il pouvait prétendre le marché pourrait être résilié sans aucune indemnité ou contrepartie financière.

### **Article 11 – AVANCE ET ACOMPTE**

Une avance de 5% peut être accordée au Titulaire selon les conditions et modalités définies aux des articles R 2191-3 à R 2191-19 du code de la commande publique.

Une facture devra être établie par le titulaire pour toute demande d'avance.

Des acomptes peuvent être versés conformément aux articles R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique. Toute demande d'acompte devra faire l'objet d'une facture. Seules les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché (livraison partielle) ouvrent droit au versement d'acomptes.

### **Article 12 – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE – PAIEMENT**

#### **12.1 - Facture**

Les factures sont établies portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier, date de facturation
- N° de TVA intracommunautaire
- Le numéro du compte bancaire à créditer tel qu'il figure sur l'acte d'engagement.
- La désignation des fournitures livrées ;
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises
- Le code de nomenclature douanière (en cas d'absence de cette information la facture pourra être retournée à son émetteur afin d'être complétée)
- Le montant HT taux TVA, montant TTC ;
- Le lieu de livraison

Les factures sont à adresser au SEP-RIEP – 11, rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 Tulle. Elles sont à poster sur le portail Chorus pro selon les précisions, indiquées ci-dessous ou/et indiquées dans le bon de

commande

Les identifiants pour l'envoi des factures sont les suivants :

- Service de l'état ? Répondre NON (information à saisir uniquement en cas de dépôt manuel)
- SIREN : 16001203500038
- Service : indiquer le numéro de service indiqué au bas du bon de commande que vous avez reçu.
- N° d'engagement : ne rien indiquer (donnée facultative pour la RIEP)

Tous les éléments d'information pour l'utilisation de ce portail à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures ne sont acceptées qu'après l'admission des prestations. Toute facture non conforme aux présentes dispositions sera rejetée par l'administration.

### **Mode de règlement – Délai de paiement**

Le mode de règlement choisi par l'administration contractante est le virement. Les références du ou des comptes à créditer sont indiquées à l'acte d'engagement et au RIB joint.

A l'exception du délai de paiement, les modalités de règlement sont soumises aux dispositions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements sont réalisés conformément aux Chapitres I et II du titre IX du livre I du code de la commande publique (Le délai de paiement prend effet à compter de la date de réception de la facture par l'administration contractante, et se termine à la date de mise en paiement par le comptable assignataire.)

### **Origine de paiement**

**L'ATIGIP RIEP est une structure de l'Etat** organisé sous la forme d'un compte spécial du Trésor crée par la loi n° 501615 du 31 décembre 1950, compte n° 909.

**Comptable assignataire** : L'agent Comptable de la R.I.E.P. 11 Rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 TULLE CEDEX 05.55.29.99.32

### **Article 13 – RESILIATION**

#### **13.1 - Résiliation**

Le marché peut être résilié en application des conditions mentionnées dans le chapitre 7 du CCAG – FCS

#### **13.2 - Abandon de la procédure**

L'administration contractante se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure, conformément à l'article R 2185 du code de la commande publique.

### **Article 14 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

#### **14.1 - Renseignements complémentaires**

Les demandes de renseignements complémentaires (techniques, procédure, autres) nécessaires à l'étude, sont dématérialisées via la plateforme des achats de l'état <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>. Les échanges se feront obligatoirement via cette plateforme.

#### **14.2 - Modification du dossier de consultation**

L'ATIGIP- RIEP se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, et le cas échéant de reporter la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans réclamation à ce sujet.

### **14.3 - Règlement amiable**

Pour tous litiges et en cas de désaccord, il est rappelé qu'il est possible de recourir pour les deux parties aux comités consultatifs de règlement amiable, conformément à l'art 142 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

### **14.4 - Différends**

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

#### **14.4.1– Principes communs au règlement amiable des différends**

- Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics. Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations. Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles. Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

#### **14.4.2 – Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends**

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

Ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de :

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »

13 place Vendôme

75042 Paris Cedex 01

#### **14.5 - Litige**

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents pour l'introduction des différents recours.

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative)
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Les demandes doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Limoges  
2 cours Bugeaud  
CS 40410  
Limoges  
87000 Limoges Cedex

#### **Article 15 – CLAUSE DE REEXAMEN**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties conviennent que le marché peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique. Ainsi, outre, la clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles prévue à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible :

#### **15.1 - L'augmentation du montant maximum en cas de déploiement imprévu**

Le montant maximum du marché pourra être augmenter en cas de déploiement prévisible mais non prévu dans le marché initial de la manière suivante :

L'acheteur informera le titulaire de l'augmentation du montant maximum et justifiera que ce déploiement est strictement lié à l'objet du marché initial.

L'augmentation du montant maximale sera intégré au marché par acte modificatif au contrat (avenant).

#### **15.2 - Commande spécifique**

Toute commande d'emballage spécifique (nouveau produit, produit modifié, etc....) intervenant en cours de l'exécution du marché doit faire l'objet d'un devis et être validée par l'ordonnateur de l'ATIGIP à Tulle ou son représentant.

Après acceptation écrite de l'ordonnateur de l'ATIGIP ces produits sont intégrés au marché. Les conditions du marché sont pleinement applicables à ces modifications.

En cas de désaccord sur le tarif d'une commande spécifique, ou dans le cas d'une commande ne pouvant être réalisée par le titulaire dans les délais contractuels, l'ATIGIP-RIEP se réserve le droit de faire appel à un autre fournisseur.

#### **Article 16 – CONSIDERATIONS SOCIALES**

Le titulaire du marché s'engage, pendant toute la durée d'exécution du contrat, à respecter les obligations légales et réglementaires en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

À ce titre, le titulaire devra notamment :

Ne pratiquer aucune discrimination fondée sur le sexe dans le recrutement, la rémunération, la formation, l'évolution professionnelle ou les conditions de travail de ses salarié-e-s.

Mettre en œuvre des actions favorisant l'égalité professionnelle (ex. : sensibilisation, plan d'action, indicateurs internes).

Fournir, à la demande de l'acheteur public, tout document permettant de vérifier le respect de ces engagements (ex. : index égalité femmes-hommes, rapport de situation comparée, plan d'égalité).

Le titulaire devra fournir à la remise des offres les documents suivants :

1- Déclaration sur l'honneur attestant du respect des obligations légales en matière d'égalité femmes-hommes, notamment :

- Non-discrimination à l'embauche,
- Accès équitable à la formation,
- Égalité salariale à poste équivalent.

2- La charte éthique ou le règlement intérieur incluant des engagements sur l'égalité professionnelle.

3- Des indicateurs de performance sociale (ex. : part des femmes dans les postes de direction, écarts de rémunération).

4- Plan d'action relatif à l'égalité professionnelle.

5- Tout autre document utile prouvant la mise en œuvre effective de sa politique d'égalité

Il conviendra également de fournir ces documents de manière annuelle pendant toute la durée d'exécution du marché.

Les moyens mis en œuvre pour respecter les obligations légales et réglementaires en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes sont indiqués dans l'annexe « Considérations sociales et environnementales ».

## **Article 17 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES**

Le titulaire du marché s'engage à fournir des vêtements de sport conçus et fabriqués dans le respect de critères environnementaux. À ce titre, il devra respecter les exigences suivantes :

1. Matériaux utilisés :

- Privilégier les matériaux issus de fibres recyclées ou certifiées.
- Limiter l'usage de substances chimiques dangereuses dans les teintures, traitements et finitions (conformément à la réglementation REACH).

2. Production :

- Limiter l'impact carbone lié à la production et au transport des articles.
- Fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, des éléments attestant de l'empreinte environnementale de la fabrication.

3. Emballage :

- Utiliser des emballages recyclables et réduire autant que possible le suremballage.

4. Fin de vie des produits :

- Informer sur les modalités de recyclage ou de valorisation des chaussures en fin d'usage.

Fait à ....., le .....  
Signature et cachet commercial